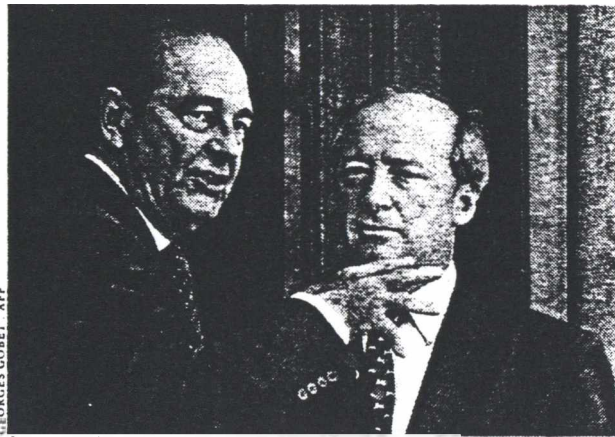


Quinquennat: Chirac dit vraiment oui au référendum

Il l'annoncera la semaine prochaine. Date prévue: le 8 octobre.

C'est tranché. Le quinquennat «sec» sera ratifié par référendum le 8 octobre. Jacques Chirac doit l'annoncer par une intervention télévisée au début de la semaine prochaine. Pas d'interview, cette fois. Après avoir raté sa prestation de lancement de la réforme, le 5 juin, le chef de l'Etat veut se montrer convaincant et donner un peu de solennité à cette décision qui l'engage directement. Dans la foulée de l'Assemblée nationale, le Sénat doit adopter aujourd'hui le quinquennat à une très large majorité. Josselin de Rohan, président du groupe RPR, qui avait fait connaître ses réticences à toute réduction du mandat présidentiel, ne participera pas au vote. Il sera suivi par une quinzaine de sénateurs gaullistes. Et cinq ou six devraient voter non. Ensuite, ce sera le compte à rebours. Jacques Chirac, qui a déjà «laissé percer très clairement sa préférence» pour le ré-



Jacques Chirac et Hubert Védrine. hier à l'Élysée.

férendum, entend laisser passer ce week-end chargé – départs en vacances et finale de l'Euro 2000 – pour intervenir, probablement mardi. Le discours est au rodage. Et simplissime: le consensus de la classe politique pour cette réforme s'est traduit au niveau parlementaire. En prônant le quinquennat sec, le Président n'a pas voulu brider le débat des deux Assemblées, mais res-

pecter l'équilibre des institutions, dont il est le garant. Et, pour emballer le tout, il paraphrasa Alain Juppé. Le maire de Bordeaux a expliqué, hier, sur Europe 1, que le référendum s'impose: «C'est l'acte essentiel que font les Français en démocratie d'élire leur président de la République. Et si on ne fait pas un référendum sur une question aussi simple que celle-là, il faut décréter que le référen-

dum est purement et simplement abrogé.»

Encore faut-il que Jacques Chirac se montre persuasif, s'il ne veut pas voir grossir le bataillon des abstentionnistes. Les sondages montrent que sa cote de popularité a pâti de son intervention désastreuse du 5 juin. Avec 60% de bonnes opinions, il chute de 5 points selon CSA-la Vie-France Info (1) et se retrouve au coude à coude avec Lionel Jospin (+3). Pour Louis Harris-Valeurs actuelles (2), le chef de l'Etat reste stable à 66%, mais il est rattrapé par son Premier ministre, qui, avec 67%, progresse de 5 points. Un reflux nouveau pour Jacques Chirac, à l'heure où ses troupes ne cachent guère leurs réticences sur le quinquennat ●

GILLES BRESSON

(1) Enquête effectuée les 22 et 23 juin auprès de 1 000 personnes.

(2) Sondage réalisé par téléphone les 23 et 24 juin auprès de 1 000 personnes.

L'appel européen du Président laisse les socialistes de marbre

Avec son discours sur l'avenir de l'Europe prononcé à Berlin (*Liberation* d'hier), Jacques Chirac a pris tout le monde de vitesse. A commencer par le gouvernement. En prônant la constitution d'un «groupe pionnier» de pays européens autour de la France et de l'Allemagne, il s'est attiré une réponse toute diplomatique de Pierre Moscovici, hier, qui a salué «une contribution importante» au débat sur l'Europe. Mais le ministre des Affaires européennes s'est bien gardé d'apporter son soutien aux propositions de Jacques Chirac. Devant les députés, Hubert Védrine ne s'est pas plus engagé: «[...] Notre responsabilité première, le point sur lequel nous attendent tous nos partenaires, y compris les Allemands, c'est que nous devons réussir la Conférence intergouvernementale.» Autrement dit, la priorité pour l'équipe Jospin, à l'heure de la présidence française de l'Union, n'est pas de mettre sur pied une avant-garde mais de réussir l'élargissement de l'UE. Lors du Conseil des ministres,

Jean-Pierre Chevènement, toujours sourcilieux lorsqu'il s'agit de souveraineté, a interrogé le chef de l'Etat. «Il a demandé une précision»... et Jacques Chirac a répondu, a expliqué le porte-parole du gouvernement, Daniel Vaillant, sans plus de précision. Dans l'opposition, le discours du chef de l'Etat a fait des heureux. En particulier Alain Juppé: «Depuis une bonne quinzaine d'années, il y a dans l'action et dans la pensée de Jacques Chirac une continuité européenne tout à fait remarquable», a-t-il jugé sur Europe 1. En revanche, Charles Pasqua n'a pas apprécié le discours présidentiel: «Les opinions personnelles de M. Chirac, tout le monde s'en fout», a lancé, sur RTL, le président du RPF ● S. Pol.

Precision. Pierre Pflimlin, décédé mardi à l'âge de 93 ans, n'a pas été le dernier président du Conseil de la IV^e République, comme une formulation rapide le laissait entendre dans *Liberation* d'hier. Le dernier a été Charles de Gaulle.